



Juin 2017

ALNU Info

Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies asbl (ALNU)

Adresse: 3, route d'Arlon L-8009 STRASSEN

Téléphone: (+352) 46 14 68

Télécopie: (+352) 46 14 69

Adresse électronique: alnu@pt.lu Adresse Internet: www.alnu.lu

Facebook: www.facebook.com/alnu.jeunes

Nouveaux Membres: <http://www.alnu.lu/member/member.php>

Coordonnées bancaires: CCPL LU95 1111 0248 7038 0000

Sommaire

- ◆ **Rapport** : Projet 2017 de l'ALNU en collaboration avec les lycées sur la liberté d'expression : Étendue et limites
- ◆ **Résolution** : Résolution globale établie par les grands groupes de travail des élèves le 11 mai à la Chambre de Commerce
- ◆ **Extraits des présentations PowerPoint** : Une sélection de slides des présentations des groupes de travail des élèves
- ◆ **Article** : Un an après le Sommet mondial humanitaire et un an après le projet 2016 de l'ALNU

Projet 2017 en collaboration avec les lycées: La liberté d'expression: Étendue et limites.

Sessions finales les 11 et 12 mai à la Chambre de Commerce.

Demi-journée en deux grands groupes de travail le 11 mai.

Cette année le projet 2017 de l'ALNU, concernant la liberté d'expression : étendues et limites, en collaboration avec 4 lycées avec 6 groupes de travail d'élèves, en tout 40 élèves et 6 professeurs accompagnateurs, était à nouveau un succès. Les groupes de travaux d'élèves participants au projet étaient d'un des quatre lycées suivants: L'Athénée de Luxembourg (AL), l'Attert Lycée Redange (ALR), le Lycée de Garçons de Luxembourg (LGL) et le Lycée Robert-Schuman Luxembourg (LRSL).

UNESCO World
Press Freedom
Day 2017

ALNU
Projet
2017

Liberté
d'expression



M. Roger Infalt

Au cours de cette demi-journée, M. Roger Infalt, journaliste, président de l'Association luxembourgeoise des journalistes et Secrétaire général du Conseil de Presse, a fait un exposé sur la presse. Il a souligné que l'étude aux médias dans l'enseignement doit être pratiquée plus activement dans les lycées, afin que les élèves aient la possibilité de mieux analyser et distinguer les fausses nouvelles (fake news) des reportages légitimes.

Le Conseil de presse accrédite les journalistes par une carte de presse. Au sein de ce conseil, une commission des plaintes traite des litiges. Un journaliste ne doit pas publier ses sources ce qui peut mettre en question sa crédibilité d'une certaine manière. Du fait que le statut professionnel de journaliste n'est pas encadré et protégé au niveau législatif, des informations d'une qualité douteuse peuvent être publiées assez

facilement dans certains médias qui ne sont pas représentés au Conseil de presse. M. Infalt a expliqué que les journalistes peuvent être soumis à des pressions par des actions d'intimidation et des procès en justice associés éventuellement à des demandes de dédommagement parfois exorbitantes.

L'accès à l'information au Luxembourg dans un délai raisonnable devrait être sécurisé par une loi.



M. Roger Infalt et les élèves à la Chambre de Commerce le 11 mai

Monsieur Infalt a pris la peine d'expliquer que n'importe qui a le droit au Luxembourg de se présenter comme journaliste et ainsi d'interviewer les gens, par exemple. C'est donc la carte professionnelle du journaliste qui distingue ceux qui sont vraiment accrédité par le Conseil de Presse.

Les élèves ont procédé à un échange sur leurs travaux afin d'établir une résolution sur la liberté d'expression au sein des deux grands groupes de travail inter-lycées. La coordination de ces groupes était assurée par un président, un secrétaire et un rapporteur, choisis parmi les élèves.

Journée plénière le 12 mai.

Lors de cette journée plénière, plusieurs orateurs et personnes invitées ont fait des interventions. Les différents groupes de travail des élèves ont exposé oralement les deux meilleurs résumés sur la situation mondiale, respectivement ont fait des présentations Powerpoint sur une situation particulière ainsi que deux résolutions, qui avaient été établies la veille. Un jury, composé d'un représentant de chaque lycée participant et des membres du Conseil d'Administration de l'ALNU, a procédé à une évaluation sur les travaux écrits et les prestations orales effectués par les différents groupes de travail des élèves. La modération de la journée plénière a été faite par Paul Frank, vice-président de l'ALNU. Un débat sur la base d'un questionnaire a été modéré par le professeur Jean-Paul



Élèves à la Chambre de Commerce le 12 mai

Lehners, titulaire de la Chaire UNESCO en droits de l'homme à l'Université du Luxembourg. La journée s'est terminée par la remise des certificats de participation et des prix du concours aux élèves et une réception.



Le podium le matin du 12 mai à la Chambre de Commerce : M. André Rollinger, M. Paul Frank, M. Carlo Thelen, M. Louis Oberhag, Mme. Rahsan Celik

- M. Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce, a expliqué que la Chambre de Commerce, fondée en 1841 deux ans après l'accession à l'indépendance du Luxembourg, a une très longue tradition dans la promotion des entreprises, qui sont à la base de la richesse d'un pays. Elle apporte aussi son soutien à la création de nouvelles entreprises au sein du House of entrepreneurship. Concernant l'enseignement au sein des lycées, il estime qu'une plus grande place devrait être accordée à l'économie afin de permettre aux élèves de s'initier au fonctionnement des entreprises et au monde du travail.

- M. André Rollinger, président de l'ALNU, a souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a relevé la qualité appréciable de l'ensemble des travaux effectués par les élèves. La diffusion de fausses nouvelles et de faits alternatifs mettent la liberté d'expression sous pression également dans les sociétés démocratiques. Il y a plusieurs décennies, Georges Orwell, l'auteur du célèbre roman '1984', avait déjà écrit : « Plus une société s'éloigne de la vérité, plus elle déteste ceux qui la disent. » A la suite de la révolution digitale en cours, la multiplication des sources et des échanges d'informations entraîne une ouverture et une transparence croissantes au sein de nos sociétés, mais demande plus d'efforts aux citoyens pour décrypter la complexité de ces informations.
- M. Pierre Reding, Premier conseiller de gouvernement au Ministère de l'Education, de l'Enfance et de la Jeunesse, souligne l'importance que la liberté d'expression, la pensée et l'éthique soient thématiques et discutés dans l'enseignement en général. Au Luxembourg, on jette facilement un regard sceptique sur d'autres nations qui ont des démocraties douteuses, mais on se doute rarement de soi-même. Ainsi, il est réconfortant de constater que les élèves ont analysé dans leurs travaux aussi des cas particuliers ayant un rapport direct avec le Luxembourg. Il importe que les jeunes



M. Pierre Reding

fassent preuve de courage pour défendre la liberté d'expression et sortir ainsi de l'anonymat.

- M. Marc Bichler, ambassadeur itinérant pour les droits de l'homme au Ministère des Affaires étrangères et européennes, a rappelé que la liberté d'expression fait partie d'un ensemble de droits de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies. Il a aussi souligné l'importance de la Société civile et de différentes institutions qui s'engagent à promouvoir la liberté d'expression. Tous ces droits sont indivisibles et universels. Il n'est pas possible d'en choisir certains et de laisser de côté d'autres. Le Luxembourg vient d'adhérer à un Partenariat multilatéral pour un gouvernement ouvert d'environ soixante-dix pays, permettant de faire des avancées dans la mise en œuvre du droit à l'information en vue d'une meilleure inclusion de la société civile et des citoyens dans les affaires de l'Etat.



M. Jean-Paul Lehnert et M. Marc Bichler

- M. Jean-Paul Lehnert a mentionné en introduction du débat le rapport 2017 de la Commission Européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) qui est un organe de protection des droits de l'homme du Conseil de l'Europe sur le Luxembourg. Dans ce rapport globalement positif, il est constaté que des progrès ont été accomplis dans un certain nombre de domaines, même s'il reste encore des points en suspens. Plusieurs auteurs d'un discours de haine ont été condamnés par les tribunaux et la police a enregistré de nombreux dossiers à ce sujet. La publication illicite de documents d'une entreprise comme dans le cas de Luxleaks est en principe assimilable à un vol. Mais cette règle peut ne pas être absolue. M. Lehnert a cité l'exemple d'un droit en Afrique de l'Ouest au 13^e siècle, qui permettait à une personne de prendre une pomme seulement pour assouvir sa faim, mais pas pour la vendre.

Le groupe de travail des élèves du Lycée de Garçons de Luxembourg a remporté le premier prix de 1000€ et le prix spécial pour le meilleur résumé de 200€. Le deuxième prix de 700€ a été remis au groupe 2 du Lycée de Luxembourg, le troisième prix de 500€ était pour le groupe 1 du Lycée Robert-Schuman Luxembourg, le quatrième prix avec une valeur de 400€ était remis au le groupe 1 de l'Athénée de Luxembourg, le cinquième

ayant une valeur de 300€ était pour le groupe du Lycée de Redange qui en même temps reçu le prix spécial pour le meilleur résumé avec une valeur de 200€ et le sixième prix ayant une valeur de 200€ a été remis au groupe 2 du Lycée Robert-Schuman Luxembourg.

Le tableau suivant regroupe en plusieurs catégories les situations particulières, les enjeux et les autres réflexions, qui ont été abordés lors des séquences de Questions & réponses sur la presse et sur les différentes présentations des élèves, lors du débat et dans les deux résolutions des grands groupes de travail des élèves. Ces

résolutions ont été fusionnées en une seule résolution globale.



Les invités, professeurs accompagnateurs, élèves et représentants de l'ALNU à la Chambre de Commerce



Groupe d'élèves du LGL – gagnants du 1^{er} prix et d'un prix spécial. Vincent Bzarani, Felix Boever, Fränk Dumong et Jan Jablonowski

Catégories	Situations et cas particuliers	Enjeux	Autres réflexions dans le cadre des séquences Questions&Réponses, du débat et des résolutions des élèves
La presse et les médias, le droit à l'information notamment au Luxembourg et en Europe	<ul style="list-style-type: none"> Le droit d'accès à l'information n'est pas réglementé au Luxembourg 	<ul style="list-style-type: none"> M. Infalt explique qu'une législation à ce sujet avec des délais raisonnables est nécessaire 	<ul style="list-style-type: none"> L'accès à l'information doit être assuré (transparence administrative) Les médias jouent un rôle important dans la mise à disposition d'informations fiables et de qualité; ceux-ci sont parfois victimes d'un manque d'indépendance face à de grandes sociétés, de moyens financiers non adéquats ainsi que de la tentation d'une certaine autocensure.
L'éducation et la participation des jeunes et des citoyens, l'Internet et les réseaux sociaux, le cadre juridique, le rôle de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> La prise en compte de la liberté d'expression dans l'enseignement Le cadre juridique national et international de la liberté d'expression et l'évolution de ce cadre L'ALNU tout comme le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies ont rappelé en 2013 les droits du lanceur d'alerte américain Edward Snowden, qui a révélé l'existence d'un contrôle par les Etats-Unis d'Amérique sur les communications électroniques à une échelle mondiale La jeune fille pakistanaise Malala Yousafzai, qui s'est engagée pour l'éducation des filles, a été victime d'un attentat perpétré par les Talibans; avec les recettes de la publication d'un livre, elle a créé le 'Malala Fund', qui soutient l'éducation des filles dans différents pays 	<ul style="list-style-type: none"> M. Reding mentionne l'importance de la liberté d'expression dans l'enseignement M. Bichler relève que la législation en matière de liberté d'expression doit être respectée par tous les citoyens d'un pays, mais celle-ci doit être adaptée à l'évolution constante de la société et de la technologie M. Rollinger souligne qu'en fonction du droit international, la liberté d'expression ne peut pas être mise en cause d'une manière générale pour des raisons de sécurité nationale. De plus, la vie privée des citoyens ainsi que le droit d'asile pour les réfugiés doivent être respectés La jeune fille Malala est devenue une personnalité mondiale et a été récompensée pour son engagement par le prix Nobel de la paix 	<ul style="list-style-type: none"> L'éducation est importante : promotion d'un esprit critique, lutte contre la restriction de la liberté d'expression, connaissance des différents médias Une participation active des jeunes et des citoyens pour leur propre liberté d'expression est nécessaire La recherche de l'argent lors de la collecte de fonds et le financement de projets par des personnes devenues célèbres devraient rester transparents et non excessifs On peut ne pas avoir assez de courage de faire une action dans une situation difficile à la limite du respect de la législation nationale La conservation de la liberté d'expression nécessite aussi sa diffusion et sa propagation à une échelle mondiale au niveau des réseaux sociaux, de la presse, de l'enseignement, de campagnes nationales La société civile doit s'engager elle-même à lutter pour cette liberté

La lutte contre le racisme et l'intolérance, le discours de haine au Luxembourg et à l'étranger	<ul style="list-style-type: none"> • Propos diffamatoires et haineux de M. Joe Thein à l'égard du Ministre des Affaires Etrangères au Luxembourg 	<ul style="list-style-type: none"> • Limites de la liberté d'expression: Respect des droits et de la réputation d'autrui • M. Lehnens précise que la liberté d'expression peut être trop extensive par exemple pour des commentaires trop radicaux, extrémistes ou racistes; dans ce cas, les médias peuvent éliminer ces commentaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Les sanctions de l'ADR contre M. Thein sont jugées être nécessaires
La forte restriction et le musellement de la liberté d'expression et l'oppression des défenseurs des droits de l'homme dans différents pays étrangers	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en détention et inculpation de nombreux journalistes en Turquie comme Deniz Yücel, le correspondant du journal 'die Welt' • Longue peine de prison pour des défenseurs des droits de l'homme en Chine comme Liu Xiaobo ; assassinat d'opposants au régime comme Anna Politkovskaia en Russie • Reporters sans frontières établit chaque année un classement des pays sur le respect de la liberté de la presse 	<ul style="list-style-type: none"> • La liberté d'expression est fortement réduite dans des pays comme la Chine ou la Turquie avec lesquels l'Union Européenne entretient pourtant des liens économiques et politiques étroits 	<ul style="list-style-type: none"> • La restriction de la liberté d'expression est liée au système politique, économique et social dans certains pays • La répartition de la liberté d'expression est très inégale à travers le monde • Les pays de l'Union Européenne devraient s'engager davantage dans les relations avec différents pays en faveur d'une application moins inégale à travers le monde des principes de la Déclaration Universelle des droits de l'homme tels que la liberté d'expression • L'Europe pourrait apporter une aide financière et technologique à certains pays pour y améliorer la liberté d'expression
Les lanceurs d'alertes au Luxembourg et à l'étranger	<ul style="list-style-type: none"> • Les cas de 'Panama Papers' et de Luxleaks témoignent des transferts d'argent très importants entre différents pays dont le Luxembourg avec le but de minimiser la taxation sur les bénéfices et sur les capitaux • Wikileaks a dévoilé différents documents secrets sur la prison américaine de Guantanamo , les négociations sur les accords commerciaux TTP et TTIP, ... 	<ul style="list-style-type: none"> • Le cadre juridique pour la taxation varie beaucoup d'un pays à l'autre ; de ce fait certains pays doivent encaisser d'importantes pertes de taxes • Certains documents impliquant le fonctionnement et les relations des Etats, qui peuvent avoir un intérêt pour les citoyens, sont tenus secrets par les gouvernements 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la réglementation sur les échanges économiques et financiers internationaux, les principes des droits de l'homme comme l'équité, la justice, l'égalité devraient être pris en compte aussi



ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE
POUR LES NATIONS UNIES asbl

UNESCO World
Press Freedom
Day 2017

ALNU
Projet
2017



Liberté
d'expression

Résolution pour le projet 2017 de l'ALNU en collaboration avec les lycées sur la liberté d'expression

En prenant en considération les résumés sur la situation de la liberté d'expression, les présentations PowerPoint et la réunion avec l'expert de la presse M. Roger Infalt, les deux grands groupes de travail des lycées qui ont participé au projet 2017 de l'ALNU sur la liberté d'expression ont relevé les éléments suivants :

- Les grands groupes soulignent que sur plan mondial nous trouvons des inégalités concernant la liberté d'expression. D'ailleurs nous prenons pour exemple les grandes différences entre la Turquie et les Etats-Unis. En effet, en Turquie un grand nombre de journalistes sont emprisonnés pour avoir rédigé des articles qui ne correspondent pas aux visions de l'Etat.
- La liberté d'expression est un des droits fondamentaux de l'homme qui donne à un individu le pouvoir de s'exprimer librement à moins qu'elle ne restreigne pas la liberté des autres
- Une dictature se base sur la restriction de la liberté d'expression des citoyens
- Dans une dictature, les médias sont sous contrôle gouvernemental et le peuple est souvent désinformé (manque d'informations)

En fonction des points relevés précédemment, les grands groupes de travail ont établi des mesures potentielles à prendre dans le contexte de la situation de la liberté d'expression :

- Les grands groupes suggèrent qu'un des éléments essentiel pour la conservation de la liberté d'expression est sa diffusion, sa propagation dans les mesures possibles à une échelle mondiale. Par exemple, des campagnes par les réseaux sociaux mais aussi des campagnes nationales, la presse et l'organisation des cours dans les écoles...
- De plus les groupes ont choisi comme deuxième solution un système de promotion qui intervient dans les pays qui ont besoin d'aide, donc les pays où la liberté d'expression n'est pas respectée. (soutien financier, technologique pour promouvoir la liberté d'expression)
- La conséquence de la deuxième solution est que la société civile s'engage elle-même à lutter pour la liberté d'expression.
- L'éducation est importante pour lutter contre la restriction de la liberté d'expression
- L'accès à l'information doit être assuré et protégé (transparence administrative)
- Education aux médias
- Participation active dans le cadre politique
- Rendre la population attentive aux divers problèmes de la liberté d'expression

Les conclusions relevées par les grands groupes de travail en quelques lignes :

- Les grands groupes concluent que le problème de la liberté d'expression ne peut pas être résolu d'un jour à l'autre mais c'est un problème qui doit être résolu communément avec les pays qui connaissent cette liberté essentielle des droits de l'Homme. Mais il faut prendre en compte que certaines régions ne peuvent pas changer, adapter cette liberté à cause de leur système politique, économique et social (p. ex la Corée du Nord → la censure)
- Promouvoir un esprit critique assuré par une éducation efficace
- Agir activement pour sa propre liberté d'expression
- Médias jouent un rôle important en ce qui concerne la liberté d'expression du peuple

Quelques extraits des présentations PowerPoint des groupes de travail des élèves du projet 2017 de l'ALNU

Evolution de la situation en matière de liberté de presse

- 148^e au classement mondial de la liberté de la presse 2017
- La tendance est clairement à la baisse
- Le nombre d'internautes emprisonnée a fortement augmenté
- L'indépendance des médias est largement réduite
- Le pouvoir de la presse est contrôlé par le gouvernement
 - risque de désinformation
 - permet au Président de conforter son pouvoir dans la durée



Situation en 2016

Présentation sur la situation de la liberté d'expression en Russie du deuxième groupe de travail de l'Athenée de Luxembourg

Présentation sur Liu Xiaobo, défenseur des droits de l'homme et de la liberté d'expression en Chine, par le groupe de travail de l'Attert Lycée Redange

Liu Xiaobo – présentation générale

- ▶ Né le 28 Décembre 1955 à Changchun en Chine
- ▶ Auteur, militant des droits de l'homme, détracteur du système
- ▶ Conféré avec le prix Nobel de paix (et autres) pour avoir milité pour la liberté d'expression et la liberté de presse
- ▶ Soutenu par de nombreux journalistes et même nations

Impacts et Conséquences de l'affaire Deniz Yücel

- Mouvements de protestations en Allemagne, en Turquie et partout dans le monde!
- #freedeniz
- Réponse et critiques des journaux du monde entier qui apportent leur soutien à Deniz Yücel
- Appui du gouvernement allemand



Présentation sur le journaliste Deniz Yücel qui a été emprisonné par le gouvernement Turque du groupe de travail du Lycée de Garçons de Luxembourg

Présentation sur Malala Yousafzai du deuxième groupe de travail du Lycée Robert-Schuman Luxembourg

2. Malala Yousafzai

- ▶ née le 12 juillet 1997 à Mingora (Pakistan)
- ▶ militante des droits des femme
- ▶ occupation de sa province (nord-ouest du Pakistan) par les talibans → les filles n'ont plus le droit à une éducation
- ▶ lutte contre cette injustice:
 - résistance contre les talibans
 - provocations
 - va chaque jour à l'école
 - donne des interviews publiques (émissions de télévision)
 - écrit un blog pour la BBC sous le pseudonyme « Gul Makai »
- ▶ 9 octobre 2012: Malala → victime d'une tentative d'assassinat



www.google.fr/search?q=malala+yousafzai

Article du Centre d'actualité de l'ONU du 23 mai 2017 un an après le Sommet mondial humanitaire qui s'est tenu à Istanbul

Le thème de l'aide humanitaire avait été traité également dans le cadre du projet 2016 de l'ALNU en collaboration avec les lycées sur l'aide humanitaire d'urgence.

Un an après le Sommet mondial humanitaire qui s'est tenu à Istanbul, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé à maintenir la dynamique pour faire progresser l'Agenda pour l'humanité et obtenir de meilleurs résultats pour aider les personnes vulnérables face aux crises.

« Aujourd'hui, l'appel à l'action énoncé dans l'Agenda pour l'humanité reste plus urgent que jamais », a déclaré M. Guterres dans un message.

« Les crises humanitaires causent des souffrances et des déplacements humains à une échelle sans précédent. Les conflits brutaux et violents font d'innombrables vies. Les risques naturels et les conditions météorologiques extrêmes, la pauvreté et les inégalités structurelles, produisant un cercle vicieux de risque et de fragilité », a rappelé le Secrétaire général. « Ces crises nous empêchent de progresser vers notre objectif commun d'un monde pacifique et prospère pour tous ».

M. Guterres a réaffirmé que la prévention des souffrances humaines demeure sa principale priorité en tant que Secrétaire général. « Nous ne pouvons pas atteindre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sans redoubler d'efforts pour atteindre ceux qui sont le plus laissés pour compte : les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les femmes et les filles, les enfants et toutes les personnes dont la vie a été bouleversée par des conflits ou des catastrophes », a dit le chef de l'ONU. « Toutes les personnes devraient avoir accès à l'aide humanitaire et à la protection en cas de besoin et avoir l'opportunité de s'épanouir à long terme ».

Pour M. Guterres, l'aide humanitaire seule ne peut pas réduire durablement les besoins des plus de 130 millions de personnes les plus vulnérables au monde. « Nous devons engager nos forces collectives et mobiliser de nouveaux partenariats pour prévenir et mettre fin aux conflits, réduire la vulnérabilité aux dangers naturels et aborder les causes profondes de la fragilité ».

Le Secrétaire général a réaffirmé son engagement à réformer la façon dont les Nations Unies fonctionnent, « afin de mettre les gens au cœur de notre prise de décision ». Il a également appelé à rapprocher les acteurs humanitaires et de développement dès l'éruption d'une crise pour soutenir les communautés touchées.

Un an après le sommet d'Istanbul, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, s'est félicité des résultats déjà engrangés dans l'Agenda pour l'humanité, notamment l'inclusion dans les stratégies de réponse humanitaire des besoins des plus vulnérables telles que les personnes malades, âgées et handicapées.

« Il était vraiment important que nous comprenions ensemble les différences dont nous devons faire pour avoir un impact plus important pour soulager les souffrances, sauver des vies, protéger les civils, en particulier des dangers et des conflits, mais avant tout, pour donner aux gens la chance d'espérer et d'avoir aussi une meilleure vie », a dit M. O'Brien dans un entretien à ONU Info.

Les cinq responsabilités essentielles énoncées dans l'Agenda pour l'humanité sont : le leadership politique pour prévenir et mettre fin aux conflits; le respect des normes qui protègent l'humanité; ne laisser personne derrière; changer la vie des gens en mettant un terme à leurs besoins plutôt que de perpétuer l'apport de l'aide; investir dans l'humanité.

Centre d'actualités de l'ONU. *Un an après le Sommet mondial humanitaire, l'appel à agir est plus urgent que jamais, selon l'ONU.* <https://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=39534>